



TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE CERGY-PONTOISE

Le mot de la présidente | Brigitte Phémolant

En 2013, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a poursuivi la réalisation des objectifs fixés dans le projet de juridiction 2012-2014 en s'attachant à traiter les affaires les plus anciennes et à diminuer le nombre d'affaires en attente de jugement. Ces objectifs ont été atteints. Alors même que le nombre d'affaires jugées a diminué, le délai moyen constaté de jugement a encore été réduit d'un mois au cours de cette année et le délai prévisible moyen d'examen des dossiers reste inférieur à dix mois.

Le nombre d'affaires restant à juger a connu une nouvelle réduction. Les jugements rendus ayant excédé le nombre d'affaires nouvelles enregistrées au greffe du tribunal, le nombre d'affaires restant à juger a diminué de près de 3%. Quant aux affaires enregistrées depuis plus de deux ans, elles représentent actuellement moins de 9% du stock. Par ailleurs, sous l'impulsion du Conseil d'État, le tribunal s'est engagé dans la dématérialisation des procédures en partenariat avec les barreaux des deux départements du ressort et les administrations.

Cette dématérialisation permet aujourd'hui une communication des différents actes de procédure par voie électronique et donne aux avocats et aux administrations un accès immédiat au contenu des dossiers. Ces évolutions positives s'appuient sur la forte mobilisation des magistrats et des agents de greffe pour rendre une justice de qualité dans des délais maîtrisés et répondre au mieux aux attentes des justiciables.

CHIFFRES CLÉS
2013

10 082
affaires enregistrées

soit une diminution de **1,5%** par rapport à 2012

10 322
affaires jugées

soit une diminution de **7%** par rapport à 2012

DÉLAI PRÉVISIBLE
MOYEN DE JUGEMENT
(EN MOIS)



9m21j

C'est le délai prévisible moyen en 2013

Il était de **2a2m et 1j** en 2003

RÉPARTITION DES AFFAIRES JUGÉES EN 2013
PAR TYPE DE CONTENTIEUX

16,3%
Autres

10,0%
Contentieux fiscal

34,7%
Étrangers

5,9%
Fonction publique

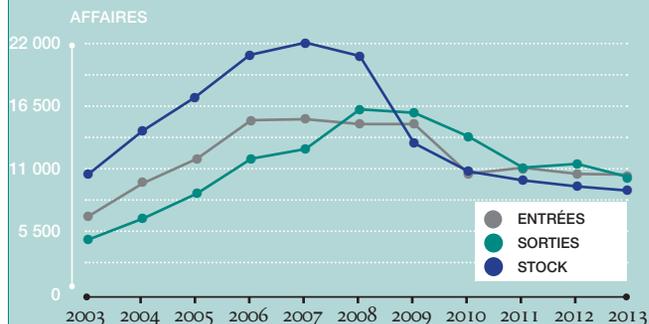
4,6%
Urbanisme et aménagement

12,6%
Police

15,9%
Logement

Les contentieux spécifiquement identifiés sont les plus représentés en moyenne nationale.

NOMBRE D'AFFAIRES
EN DONNÉES NETTES*
(DEPUIS 2003)



* Les données nettes correspondent à l'ensemble des requêtes, déduction faite de celles qui présentent des questions identiques en fait et en droit.